

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 370 DU JEUDI 06 MARS 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Opinion

Le CNRD face à l'opposition matagrabolisée

(Thomas Morgan MAMY)



P.3

Edito à vue d'Aigle

Le PM Bah Oury à cœur ouvert !

Le 27 février 2025, Amadou Oury Bah a soufflé sa première bougie à la Primature. Lors d'une conférence de presse organisée à la Camayenne Plage, le mercredi, 5 mars 2025, le Premier ministre, chef du gouvernement, a abordé divers sujets d'intérêt national. A propos du processus de retour à l'ordre constitutionnel en Guinée, il a tenu à rassurer que les élections présidentielles et législatives se dérouleront avant la fin de cette année, de façon démocratique et transparente, tout en expliquant l'objectif principal que son Gouvernement s'est fixé, à savoir celui de garantir un fichier électoral fiable et consensuel, à travers l'intégration du Recensement administratif à vocation d'état civil (PN-RAVEC)...

Un an de Bah Oury à la Primature P.2



« A sa place, j'aurais démissionné... » (Dr Edouard Zouatomou). (Entretien)

Carême P.3



Père Bertrand Saoromou, s'adresse à la communauté chrétienne. (Entretien)

Situation politique au Gabon et en Guinée-Bissau P.4



Ce qu'en pense le consultant Kabinet Fofana. (Entretien)

Religion P.4

C'est parti pour Ramadan 2025

Justice P.3

Dr Ibrahima Kassory écope de 5 ans de prison, Damaro bénéficie de la clémence de la CRIEF

Grèce P.5

Manifestations de protestation de masse suite à une collision de trains

Édito à vue d'aigle



Le PM Bah Oury à cœur ouvert !

Le 27 février 2025, Amadou Oury Bah a soufflé sa première bougie à la Primature. Lors d'une conférence de presse organisée à la Camayenne Plage, le mercredi, 5 mars 2025, le Premier ministre, chef du gouvernement, a abordé divers sujets d'intérêt national.

A propos du processus de retour à l'ordre constitutionnel en Guinée, il a tenu à rassurer que les élections présidentielles et législatives se dérouleront avant la fin de cette année, de façon démocratique et transparente, tout en expliquant l'objectif principal que son Gouvernement s'est fixé, à savoir celui de garantir un fichier électoral fiable et consensuel, à travers l'intégration du Recensement administratif à vocation d'état civil (PN-RAVEC).

« Certains pays ont mis plusieurs années pour finaliser un fichier électoral fiable. Nous sommes conscients de cette difficulté, mais il est impératif de procéder avec méthode et prudence, tout en accélérant le processus », a-t-il

fait remarquer. Il a par ailleurs encouragé les acteurs politiques à s'engager dans une concertation active pour déterminer les dates des référendums et des élections, afin de garantir la stabilité et la transparence du processus électoral. Pour le natif de Pita, le bilan du Général d'armée Mamadi Doumbouya parle de lui-même. Et de soutenir que l'immersion qui a été faite auprès des populations montre qu'il y a une attente positive et ce qui est en train d'être fait peut s'améliorer et se stabiliser au fil du temps, dans les secteurs les plus importants. « Le peuple est souverain, et il exprime sa volonté non seulement à travers les urnes, mais aussi par son climat général, par son adhésion à la démarche en cours », a-t-il martelé. Devant les médias, le chef du gouvernement n'a pas occulté la stabilité politique et sociale qui, selon lui, est un préalable indispensable à la réussite du vaste programme de transition. « Il est impératif de travailler à rendre cette transition stable et performante, en tirant des leçons du passé et en restant à l'écoute des aspirations de la population. Pour qu'il y ait stabilité, il faut des hommes et des femmes qui incarnent cette stabilité », a-t-il défendu.

Le Premier ministre Amadou Oury Bah a également mis à profit sa conférence de presse pour dire tout le mal qu'il pense des pratiques régionalistes et ethniques qu'il attribue à l'ex-président Alpha Condé.

Il a plutôt appelé à un changement profond de paradigme en Guinée. A l'en croire, la vision de l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales est loin des calculs ethniques et régionaux. Une sortie qui ne manquera pas de faire réagir.



Un an de Bah Oury à la Primature

« A sa place, j'aurais démissionné... » (Dr Edouard Zoutomou)

L'actuel Premier ministre de la transition a fait un an à la tête de la primature depuis sa nomination à ce poste. Amadou Oury Bah est venu dans une situation de crise marquée par la dissolution du gouvernement suite à une crise au sommet de l'Etat mais aussi avec la classe sociopolitique. Sa nomination a-t-elle changé positivement les choses ? Le président de l'Union Démocratique pour le Renouveau et le Progrès et Vice-président de l'ANAD, a dit ce qu'il pense de la gestion de Bah Oury en un an. Docteur Edouard Zoutomou Kpoghomou s'est exprimé dans un entretien accordé à votre hebdomadaire.



L'Aigleinfos : Ce 28 février marque l'An 1 d'Amadou Oury Bah depuis sa nomination à la primature. Qu'est-ce que vous retenir de lui dans sa première année de gestion comme premier ministre ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Il est difficile de faire un bilan qui soit élogieux en faveur de Monsieur Bah Oury. Il est venu dans un contexte un peu compliqué dans lequel le dialogue était en souffrance entre le CNRD et les formations politiques. Il a peut-être promis de faire ceci ou de faire cela mais les promesses c'est l'ordre normal des politiciens et ceux qui occupent des postes de responsabilité. Ils peuvent promettre tout sauf la concrétisation.

L'Aigleinfos : Bah Oury qui est issu de la classe politique, comment avez-vous analysé l'intermédiaire qui a joué jusque maintenant entre les acteurs politiques et le pouvoir de Conakry ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : La classe politique s'était forcément réjouie pensant que Monsieur Bah Oury allait utiliser son expérience, sa proximité pour aider à rapprocher les parties et même les autres composantes de la société mais cela n'a pas été le cas parce qu'il est venu s'inscrire directement dans un serment de support au CNRD. Nous nous avons pensé que quand on vient pour concilier des positions différentes, l'approche doit être différente. Et sur ce plan, je ne pense pas qu'il ait réussi à faire quelque chose.

L'Aigleinfos : Et sa gestion de la chose publique, comment vous l'avez trouvée en un an ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Il est venu dans un contexte où des gens ont prôné de la transparence dans les gestions des biens. A sa place, il aurait fait une déclaration des biens à lui mais il fait bouche cousue comme les autres. Ça veut dire qu'il est venu avec une intention pas différente des autres.

L'Aigleinfos : Des figures importantes de la classe sociopolitique sont portées disparues depuis qu'il est là. Pensez-vous qu'il ne fait pas le nécessaire pour essayer d'éclairer l'opinion publique ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Sur le plan des droits humains où l'attente est plus grande, Monsieur Bah Oury a été ministre de la Réconciliation. Sous son magistère, les violations des droits humains se sont accentuées et ça je le dis avec force parce que c'est sous lui on a connu des cas d'enlèvement et de torture dans les prisons. Il aurait dû prendre la parole, la voix de la raison étant à côté du CNRD pour apporter une dose d'humanité et de compassion dans la façon de gérer avec les militaires. Et en parlant de compassion, je veux parler du carnage qui s'est passé en Forêt. Je ne dis pas que le CNRD est responsable mais il aurait dû faire parler la voix de la raison en disant que nous sommes dans une situation de crise il faut qu'on fasse attention.

L'Aigleinfos : Donc pour vous, la première année de Bah Oury à la primature est négative ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Je ne veux pas être complaisant mais je pense qu'il est très difficile de lui accorder

quoi que ce soit de positif. Un an, je pourrais dire M. Bah Oury a peut-être marqué de son appartenance auprès de la transition mais fondamentalement rien n'a bougé en ce que l'on sache.

L'Aigleinfos : Comment M. Bah Oury pourrait rectifier le tir selon vous ?

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : Rectifier le tir ? Je pense qu'il s'est déjà embourbé. Comment il peut rectifier le tir quand il renie lui-même les positions morales qu'il a adoptées dès le départ. Et sur le plan du soutien qu'il est en train d'apporter à la candidature du président DOUMBOUYA, il aurait été celui qui ne change pas de position parce que du temps de Dadis, il était l'une des voix les plus tranchantes contre la prétendue candidature annoncée de Moussa Dadis. Malheureusement, il est aujourd'hui de ceux qui sont en train de faire la campagne pour faire avaler la candidature du Général. C'est une contradiction d'une extrême gravité, et à sa place j'aurais démissionné.

L'Aigleinfos : Merci à vous Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou, président de l'UDRP !

Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou : C'est moi qui vous remercie pour l'opportunité !

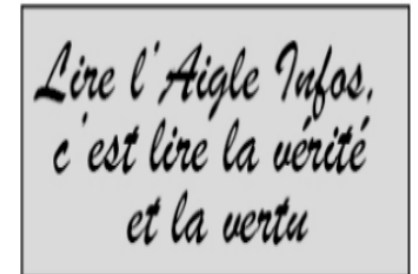
Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 -
Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com
Tél: (+224) 621 93 53 88
Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo
Rédacteur en Chef: Sékou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction: Sammuél M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50
Imprimeur: Alseny Camara 628066445
Imprimerie: Imprimerie Lanyi
Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page: CMP-GAMS 629106363
Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)



Kéfina Diakité



INTERVIEW

Carême

Père Bertrand Saoromou, s'adresse à la communauté chrétienne

La communauté chrétienne a entamé mercredi, 05 mars 2025, le Carême. Ce moment de pénitence qui s'étend jusqu'à quarante jours, doit être consacré selon l'église catholique aux trois piliers du christianisme : à la prière, l'aumône et le jeûne. Cette période consacrée au jeûne qui coïncide au Ramadan. Votre hebdomadaire a rencontré le Père Bertrand Zoukpakilé Saoromou, vicaire à la Paroisse Sainte-Odile de Simbaya pour parler de ce qui est essentiel en ce moment.



L'Aigleinfos : Le mardi qui précède le Carême est souvent le mardi gras. Quelle est l'essence de cette appellation ?

Père Bertrand Saoromou : Dans l'histoire de l'église catholique, le mardi gras débouche sur les sept jours qu'on célèbre en un seul jour de nos jours, et ce mardi gras est un moment pour nous où chacun se défoule. Je peux dire que c'est un moment où tout est permis mais tout n'est pas profitable en s'appuyant sur la phrase de Saint-Paul. C'est un moment où on se débarrasse de tout ce qui est gras, et tout ce que les gens ont dans les frigos ou autres, on met tout en commun et on se partage pendant cette période maigre qu'on appelle le carême.

L'Aigleinfos : De même que jour du démarrage du carême qui est d'ailleurs un mercredi, est appelé mercredi des cendres. Quelle explication se cache derrière cette appellation ?

Père Bertrand Saoromou : Vous savez l'organisation de l'église est basée sur sa tradition, et ça fait que

le mercredi des cendres est le moment propice pour tous les chrétiens de se reconnaître pécheurs à travers l'imposition des cendres sur le front. Donc, avant d'entrer dans un temps, il faut se marquer d'un signe qui prouve qu'on est pécheur.

L'Aigleinfos : Quels comportements doit-on adopter en tant que fidèle chrétien en moment de Carême ?

Père Bertrand Saoromou : Pour nous, en vivant ce moment, nous devrions nous baser sur ce qui est pilier. Donc, j'exhorte tout chrétien maintenant à commencer à entrer dans cet esprit de ces piliers qui nous aident à vivre le carême. Ces piliers sont : la prière, l'aumône et le jeûne. Ces quarante jours sont pour nous, un temps de pénitence, de préparation pour aboutir à la victoire de Jésus Christ sur la mort.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'il y a des choses dont on est habitué en temps normal de faire mais qu'on devrait s'en abstenir en ce moment ?

Père Bertrand Saoromou : Oui. A travers ce qu'on appelle mandement de Carême, il y a un message que souvent le Pape François véhicule et que chaque Evêque dans sa juridiction fait passer. L'usage abusif du téléphone on doit s'en abstenir pour t'éclipser en vue d'entrer en intimité avec le Seigneur pour être cimenté avec lui.

L'Aigleinfos : Pourquoi les dimanches ne font pas partie des jours de Carême ?

Père Bertrand Saoromou : Le dimanche c'est le jour de la résurrection et c'est un jour de solennité. Souvent on entend fête de Saint-Jean Baptiste, et quand il y a une solennité qui tombe dans un dimanche, le chrétien n'est pas obligé de jeûner en ce moment-là, c'est pourquoi on épargne les dimanches.

L'Aigleinfos : Pour bien vivre ce moment en tant que chrétiens, quels conseils faut-il leur donner ?

Père Bertrand Saoromou : La Guinée est un pays laïc et nous sommes appelé à collaborer ensemble et cette année il y a eu une heureuse coïncidence avec le Ramadan des musulmans et le Carême des chrétiens, nous devons tout faire pour vivre ensemble, qu'en jeûnant, de ne pas gêner l'autre dans ce qu'il fait.

L'Aigleinfos : Merci à vous Père Bertrand Saoromou, Vicaire à la Paroisse Sainte-Odile de Simbaya !

Père Bertrand Saoromou : C'est moi qui vous remercie et bon Ramadan et bon Carême à tout le monde.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Opinion

Le CNRD FACE À L'OPPOSITION MATAGRABILISÉE

Le congé prolongé de certains opposants politiques en dehors de la Guinée ne veut pas dire absence de l'existence politique, sociale, culturelle et sécuritaire de la Guinée. Nos médias privés ont mal expliqué, ils n'ont pas vu venir la refondation en toute intelligence. J'ai pas attendu 2025 pour me rendre à l'évidence que les meilleurs alliés du peuple n'étaient pas seulement que des habitués de tribunes colorées, vêtus en bazin Christian Getzner.



J'étais convaincu qu'après le prononcement du 05 septembre 2021 ces militaires imbibés de rage, projetaient de mettre la Guinée sur orbite. La cour de répression des infractions financières n'était-elle pas suffisante comme signe avant-coureur? Seuls les initiés pouvaient comprendre l'enjeu juridique. Début 2022, j'ai su séparer l'émotion du verdict des préjugés sur les hommes en treillis, mes précédents écrits attestent ma position d'hier et celle d'aujourd'hui.

L'expression de la volonté politique du Président de la transition me donne raison au regard de l'actualité: L'autorité a récemment marqué son territoire et a fait valoir de quoi il était capable comme pour dire que la CRIEF décriée par ses détracteurs n'était pas une création partisane contre les anciens dirigeants mais plutôt une juridiction au service de la Guinée tout court.

1) Le récent démantèlement de fraudeurs composés du DG de Douane et de ses acolytes suite au contournement du procédé classique de paiement au guichet unique.
2) Le DG du patrimoine bâti a aussi été visité, il a quant à lui pris la poudre d'escampette avec des cen-

taines de milliards de nos francs.
3) Le patron de l'Office guinéen de publicité n'a pas été épargné.
4) Je passe pas sans ajouter la traque du manager des impôts accusé de dégrèvement, corruption, détournement de deniers publics, enrichissement illicite, blanchiment de capitaux, concussion et complicité. Le tout portant sur un montant qui donne des vertiges sous le soleil des tropiques au préjudice de l'Etat guinéen, bref de l'argent qui aurait servi à financer des infrastructures routières et des d'édifices publics.
BN: Motif de mon mariage de raison avec le CNRD

« Un homme d'État est celui qui pense aux générations futures, et un homme politique est celui qui pense aux prochaines élections même ». J'ai opté pour le premier. J'aurais mieux écrit si j'avais été à l'école, pardonnez-moi pour ce qui n'a pas été dit.

Thomas Morgan Mamy
Libre opinion.
Tél 629 89 27 58
WhatsApp 623 19 49 16

Justice

Dr Ibrahima Kassory écope de 5 ans de prison, Damaro bénéficie de la clémence de la CRIEF

L'un des plus grands dossiers de la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF) depuis son institution, a été évacué. Il s'agit du dossier l'Etat guinéen contre Dr Ibrahima Kassory Fofana, poursuivi pour détournement de deniers publics, enrichissement illicite, blanchiment de capitaux, faux et usage de faux en écriture. La chambre de jugement de la CRIEF à la date du 27 février 2025, a requis cinq ans d'emprisonnement contre l'ancien Premier ministre, sous Alpha Condé.



La condamnation de l'ancien ministre des Finances tombe, alors qu'il est alité à la Clinique depuis des mois, pour suivre un traitement. Dr Ibrahima Kassory Fofana n'a jamais comparu devant la chambre de jugement de la CRIEF pour une audience pour des raisons, de santé. Cependant, son absence n'a pas empêché la Cour de statuer sur son sort. L'ancien patron du Palais de la Colomb s'est vu condamné à cinq ans de prison ferme et au paiement de deux milliards de francs guinéens.

« Pour nous, c'est un motif de satisfaction parce qu'il a été condamné pour toutes les infractions pour lesquelles nous l'avons poursuivi notamment le détournement de deniers publics, enrichissement illicite et blanchiment de capitaux », s'est réjoui Aly TOURÉ.

Le procureur spécial de la CRIEF pense que la sentence est juste et colle parfaitement à l'accusé.

« Ce n'est que justice parce que si vous voyez les documents dans lesquels M. Kassory a fait des viements, vous comprendrez aisément que la décision de la chambre de jugement de la CRIEF est bien fondée », a ajouté le Procureur spécial de la CRIEF.

Les avocats de Dr Kassory crient à un procès politique. Ils estiment que les traces de ce pourquoi leur client a été condamné existent encore. Après cette décision de la chambre du jugement de la CRIEF, les avocats de l'ancien premier ministre sous Alpha Condé ont dénoncé la décision.

« Les 15 milliards pour lesquels il a été condamné, on a démontré que jusqu'à présent il y a deux milliards à la banque et les trois milliards ont été sortis par l'actuel ministre de l'Energie pour faire l'assainissement des hôpitaux. Et si le juge a la force de le condamner pour le même montant alors que la coordinatrice du projet MAMRI est condamnée pour le même montant, je crois que le ridicule ne tue pas. Kassory croit à son innocence et ce sont des décisions taillées sur

mesure au service des hommes du coup d'Etat, c'est regrettable », a dénoncé Me Sidiki Béréty.

Ce collectif d'avocats de la défense de l'ancien Premier ministre ne s'avoue pas vaincu. Ils ont décidé de relever appel.

« On va exercer tous les recours : l'appel, pourvoi, etc. La force restera à la fois et je crois en la loi. Les magistrats doivent faire amende favorable pour respecter la loi, sauver le peuple de Guinée et respecter la dignité des citoyens », a-t-il déclaré.

Samuel Demba. D

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com
Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Transition

Des cadres de l'UFDG au Palais Mohammed V

Suite à la rencontre que certains de ses cadres ont eue avec le président Mamadi Doumbouya, le jeudi 27 février 2025, l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, à travers un communiqué en date du 02 mars 2025, annonce qu'il en tirera toutes les conséquences.



«La Direction nationale de l'UFDG a pris connaissance, par le biais de divers canaux d'information, de l'audience accordée par le Président de la Transition à certains hauts responsables du Parti.

Aucune instance de l'UFDG n'a été notifiée, ni avant ni après, de cette rencontre qui se serait tenue au Palais Mohammed V. Cependant, selon des sources dignes de foi, cette rencontre est l'aboutissement d'un processus de tractations et de négociations mené depuis plusieurs mois, s'inscrivant dans le cadre d'une politique de débauchage des cadres de l'UFDG initiée par le CNRD.

Selon ces mêmes sources, en contrepartie de leur soutien au CNRD, les

cadres de l'UFDG se verraient accorder des faveurs dans l'attribution de marchés publics et des nominations au sein de l'Administration, voire du gouvernement. L'UFDG réaffirme son attachement au strict respect de la Charte de la Transition, ainsi qu'à la défense des droits humains et des libertés fondamentales.

En conséquence, le Parti demeure fermement opposé aux violations des droits et libertés des citoyens, notamment aux assassinats impunis de manifestants, aux enlèvements et disparitions forcées, ainsi qu'au musellement de la presse, pratiques auxquelles la junte continue de se livrer en toute impunité.

La dénonciation et la lutte contre

ces comportements liberticides du CNRD sont des devoirs fondamentaux pour tout militant et responsable de l'UFDG. Soutenir aujourd'hui le CNRD, c'est se rendre complice de ces violations massives et récurrentes des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi que de la confiscation du pouvoir politique par le Général Mamadi Doumbouya.

L'UFDG tirera toutes les conséquences de la participation, plus que suspecte, de ses cadres à cette rencontre avec le Président de la Transition.

Face à une campagne de déstabilisation menée par la junte, avec la complicité de la justice, dans le but de s'approprier notre patrimoine commun et de promouvoir la candidature inopportune et illégale du Général Mamadi Doumbouya, nous appelons tous les responsables, militants et sympathisants à une vigilance accrue et à une mobilisation exceptionnelle.

Face à une campagne de déstabilisation menée par la junte, avec la complicité de la justice, dans le but de s'approprier notre patrimoine commun et de promouvoir la candidature inopportune et illégale du Général Mamadi Doumbouya, nous appelons tous les responsables, militants et sympathisants à une vigilance accrue et à une mobilisation exceptionnelle.

Kèfina Diakité

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Religion

C'est parti pour Ramadan 2025

A l'instar de leurs coreligionnaires du monde, les fidèles musulmans de Guinée ont débuté le samedi 1er mars 2025 le mois saint de Ramadan. Pendant les 29 ou 30 prochains jours, les musulmans aptes à observer le jeûne s'abstiendront de manger et boire ou d'avoir des relations sexuelles, du lever au coucher du soleil.



Comme on le sait, les Guinéens, dans leur écrasante majorité, sont de confession musulmane, dont le jeûne est l'un des cinq, observé le mois saint de Ramadan. L'année dernière, l'on s'en souvient, il y a eu une certaine cacophonie par rapport au début de ce mois saint de Ramadan. Dans un premier temps, un lundi, de nombreux fidèles musulmans s'étaient rendus dans les mosquées, pensant au début du mois sacré. La suite, on la connaît. Ils seront désagréablement surpris d'apprendre, à leur retour à la maison, que le secrétariat général des affaires religieuses a entre-temps fait passer un communiqué annonçant le début du carême musulman le lendemain sur toute l'étendue du territoire national. Une décision qui, comme il fallait s'y attendre, a été diversement appréciée dans le pays. Cette année, l'on a constaté, avec bonheur, que l'unanimité s'est dégagée au sujet du démarrage du jeûne. Comme indiqué plus haut, pendant les 29

ou 30 prochains jours, les musulmans aptes à observer le jeûne s'abstiendront de manger et boire ou d'avoir des relations sexuelles, du lever au coucher du soleil. Mais force est de reconnaître cependant que ce mois de pénitence arrive cette année dans un contexte difficile pour les Guinéens aussi bien à Conakry, la capitale que dans les villes et villages de l'intérieur. Les prix des denrées alimentaires de grande consommation (riz, huile, sucre, oignon, etc.) ne sont pas à la portée de toutes les bourses, en dépit des mesures prises et annoncées par les autorités en charge du Commerce. C'est le cas notamment du nouvel accord trouvé avec les opérateurs économiques pour réajuster à la baisse les prix en vue de soulager les populations pendant ce mois saint. Espérons que ledit accord sera respecté à la lettre par certains commerçants qui, bien que majoritairement de confession musulmane, se plaisent souvent à fixer les prix de leurs articles comme bon leur semble au mois de Ramadan, au grand dam de leurs coreligionnaires qui n'ont que leurs yeux pour pleurer. Or le Ramadan est un mois de pénitence et de pardon. Pendant ce mois, il est recommandé de tout faire pour que tous les musulmans soient capables d'avoir les moyens de jeûner.

Mamadou Oury

INTERVIEW

Situation politique au Gabon et en Guinée-Bissau
Ce qu'en pense le consultant Kabinet Fofana

La situation sociopolitique en Afrique reste dominée par la candidature annoncée par le président de la transition gabonaise Brice d'une part. L'homme en tenue a pris goût au pouvoir et a décidé d'ôter son uniforme pour briguer la magistrature suprême du pays après son avènement au pays par coup d'Etat contre Aly Bongo. Et de l'autre part, notre voisin de la Guinée-Bissau a reconsidéré sa position en annonçant à son tour sa candidature à un troisième mandat. À quoi peut-on s'attendre après ces décisions ? Kabinet Fofana, Consultant des questions internationales et ancien journaliste à la radio FIM FM s'est prononcé sur ces actualités avec nous.



L'Aigleinfos : Le président de la transition gabonaise a finalement annoncé sa candidature à la prochaine présidentielle au Gabon prévue avril 2025. Comment analysez-vous cette situation ?

Kabinet Fofana : C'était prévisible à l'aune de tout ce qui se profilait dès le départ. On savait qu'il allait se présenter parce que des partis politiques qui se sont constitués en mou-

vements qui lui demandaient ardemment à ce qu'il se présente. C'est un peu difficile dans ces contextes comme au Gabon. Comme on le dit être à la porte du pouvoir et ne pas être amené à se présenter, c'est compliqué. Le président se réclame de dix-huit mois comme bilan positif et il se pose en bâtisseur. Il avait dénoncé et remis en cause une famille qui avait régné pendant 40 ans mais la nécessité du coup d'Etat et

les raisons qu'il avait avancées, il les a violées lui-même. Et je dirais c'est désormais derrière lui.

L'Aigleinfos : Brice Nguema est le dernier des putschistes en Afrique mais contre toute attente, il a déjà élaboré une constitution contrairement aux autres. Qu'est-ce que ça renvoie comme message aux autres présidents de la transition ?

Kabinet Fofana : Il y avait d'espoir au départ pour que cette transition se passe dans les meilleures conditions. Il y a eu l'accélération dans l'élaboration de la constitution. Donc, en termes de message, ça ne change pas véritablement ce que l'on voit dans les autres États comme le Niger, Mali, Burkina, excepté la Guinée parce que dans les autres pays, les militaires se sont déjà donné des années. Tous ceux-ci s'inscrivent dans une dynamique de conservation du pouvoir malheureusement c'est ce qui se passe dans ces pays exempté la Guinée où les autorités n'ont pas encore tenu de tels discours, en tout cas on les attend.

L'Aigleinfos : Et puisque vous parlez du cas guinéen, est-ce que ça veut dire le Général Mamadi DOUMBOUYA ne ferait pas la même chose ?

Kabinet Fofana : Je pense qu'il se prononcera là-dessus comme Olindi. Il dira s'il est intéressé ou pas mais pour le moment pour ce qui est du Gabon, il faut dire que le président a pris une disponibilité au sein de l'armée. Mais ce qui reste c'est ce qui est la même élite civilo-militaire qui reste en Afrique.

L'Aigleinfos : On change de pays cette fois en Guinée Bissao où Umaro Embaló Cissoko a décidé de se présenter à la prochaine

élection pour un troisième mandat. Et son annonce intervient au lendemain du renvoi d'une mission de la CEDEAO qui était sur son sol. À quoi faut-il s'attendre de ce côté ?

Kabinet Fofana : Je pense qu'il y a des ingrédients encore une fois d'une crise qui risque de frapper ce pays politiquement institutionnellement instable. Un pays qui fait partie des records du coup d'Etat, un petit pays mais hyper compliqué à gérer. Il faut craindre aujourd'hui une instabilité dans ce pays avec Embaló au pouvoir qui est pour moi un espoir raté. Il a dit qu'il n'allait pas se présenter il y a quelques mois mais sur des décisions juridico-juridiques comme le cas de la Guinée avec Alpha Condé c'est presque la même rengaine. Et surtout il fait partie des acteurs qui avaient effectué des tournées avec la CEDEAO dans les pays en transition mais si aujourd'hui il se met dans la même situation, ça reste inquiétant pour lui et la survie de la CEDEAO en dépend.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Kabinet Fofana, analyste des questions internationales !

Kabinet Fofana : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba D

Grèce

Manifestations de protestation de masse suite à une collision de trains

ATHENES, Grèce - Deux ans se sont écoulés depuis le jour tragique de la collision ferroviaire du 28 février 2023 dans la vallée de Tempe près du village d'Evangelismos, situé dans la préfecture de Larissa, au nord-est de sa capitale du même nom, et qui se trouve à 129 kilomètres de la deuxième plus grande ville de Grèce, Thessalonique. Le bilan de cet événement dramatique, souvent appelé «tragédie de Tempe» ou «crime de Tempe», a été de 57 morts et au moins 85 blessés, dont 25 très graves. Il s'agit de l'accident ferroviaire le plus meurtrier jamais survenu en Grèce.



Plus précisément, un train de voyageurs de la compagnie Hellenic Train, membre de la compagnie publique italienne Ferrovie dello Stato Italiana, qui se dirigeait d'Athènes à Thessalonique et qui transportait de 350 passagers, est entré en collision frontale à 23h21 avec un train commercial de la même compagnie qui se dirigeait de Thessalonique à Thriasio Pedio, qui est une plaine de la préfecture de l'Attique, à l'ouest d'Athènes. Le train de marchandises transportait illégalement, c'est-à-dire sans déclaration, une cargaison de matériels chimiques inflammables 3,5 tonnes. Cette conclusion a été tirée

après une recherche commandée par des experts fiables de l'Université de Gand en Belgique. Les deux trains circulaient sur la même ligne depuis 16 minutes avant la collision mortelle. La collision a fait dérailler la plupart des wagons du train de voyageurs et, au moment de la collision, une boule de feu et un incendie se sont produits instantanément, brûlant complètement les deux premiers wagons du train de voyageurs. La plupart des victimes étaient grecques, mais parmi les morts se trouvaient également six Albanais, un Roumain, un Syrien et un Bangladais.

À la suite de l'accident, des manifestations nocturnes et des affrontements avec la police ont eu lieu dans toute la Grèce, tandis que le 2 mars 2023, les employés des chemins de fer d'Hellenic Train et du métro d'Athènes se sont mis en grève pour protester contre les dangers liés à l'accident. Deux ans après, la société grecque est indignée par la façon dont le gouvernement a géré l'accident ferroviaire. Selon un sondage réalisé par l'entreprise de sondage Alco pour la chaîne de télévision Alpha, 72% des citoyens interrogés estiment que le gouvernement tente de dissimuler l'affaire. Et quand ils disent dissimuler, ils entendent tout ce qui s'est passé après la collision ferroviaire de Tempe. Mais que s'est-il passé depuis lors jusqu'à aujourd'hui ? Du 1er au 6 mars 2023, le gouvernement a enlevé le sol du lieu de la tragédie à une profondeur appropriée, a placé du gravier de carrière épais et l'a recouvert de béton d'épaisseur suffisante. Dans le même temps, il a menti sur ce que transportaient les wagons du train commercial. Et enfin, le gouvernement a tenté de dissimuler ses ministres et ses dirigeants afin que ne soient pas

révélées leurs responsabilités dans la transformation du lieu et la perte d'informations précieuses, comme le matériel biologique des victimes, qui aurait pu aider à clarifier le crime. Il ne devrait y avoir aucun autre cas au monde où la scène d'un crime (et de fait d'une grande ampleur) non seulement ne fait pas l'objet d'une enquête approfondie, mais est rasée 24 heures après le crime. L'enquête judiciaire pour cette obstruction flagrante à l'enquête sur cet événement tragique a été ouverte avec un an de retard et seulement après le tollé social provoqué par la lutte acharnée des proches des victimes. Et il y aura un procès pour l'accident et la modification du lieu, qui est particulièrement lent. La compagnie Hellenic Train, pour sa part, dans ses communiqués successifs sur l'accident ferroviaire, affirme que le train commercial ne transportait pas de matières inflammables. Dans son rapport, qu'elle a également remis aux autorités, elle qualifie l'explosion et l'incendie de malheureuse coïncidence! Ainsi, le vendredi 28 février 2025, dans 365 villes de Grèce et d'autres pays, des rassemble-

ments magnifiques et émouvants ont eu lieu pour le noir anniversaire des deux ans du tragique accident de Tempe. À Athènes, le rassemblement de protestation s'est tenu sur la place centrale de la ville, la place Syntagma (première photo), devant le Parlement, où une foule immense l'a rempli à pleine capacité, ainsi que toutes les rues environnantes. Les citoyens, avec leur présence dynamique, ont exprimé leur demande de clarification complète des circonstances dans lesquelles 57 personnes ont perdu la vie dans la nuit fatidique du 28 février 2023, et que justice soit rendue, ce qui signifie traduire tous les responsables de cette tragédie en justice.



Isidoros Karderinis est journaliste, correspondant de presse étrangère et auteur. Facebook : Karderinis Isidoros

CRIEF

Un ouf de soulagement pour Amadou Damaro Camara

L'ancien président de l'Assemblée nationale peut enfin souffler. Après moult tractations judiciaires à la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF), Amadou Damaro Camara vient de bénéficier, d'une clémence de la justice qui l'a autorisé à aller se soigner dans une structure spécialisée sa pathologie mais établie à Conakry aux frais du Trésor public.



Lors de la précédente audience, le président de la neuvième législature avait émis un cri du cœur à la barre à cause de son état de santé. Il avait demandé à la Cour de lui donner l'autorisation d'aller faire soigner son pied au risque d'en perdre l'usage. Sur coup, la cour avait rejeté la demande malgré l'insistance du mis en cause et son pool d'Avocats. Mais après avoir analysé la situation, la chambre de jugement de la CRIEF a finalement permis à ce que M. Damaro aille se soigner afin de recouvrer sa santé. Lui, qui devra faire face en appel après avoir été condamné à quatre ans de prison dans l'affaire

de construction du siège de l'assemblée nationale.

Les partis adverses au procès, ne se sont pas opposés à la décision non plus. Ni le ministère public ou encore moins la partie civile n'a trouvé d'objection. Ce qui revient à reconforter l'un des Avocats du proche d'Alpha Condé.

« C'est un sentiment de satisfaction parce qu'à l'entame de cette procédure, nous n'avons pas souhaité que l'état de santé de notre client se dégrade. Il est tout à fait normal que des conditions soient créées pour lui permettre d'être dans les

conditions physiques, mentales lui permettant de se défendre. Nous sommes satisfaits surtout que cette décision devrait intervenir très tôt mais certainement il fallait attendre ce jour-là », a salué Maître Lancei 3 DOUMBOUYA, l'un des avocats de l'accusé.

Amadou Damaro CAMARA est poursuivi pour détournement présumé de 15 milliards de francs guinéens destinés à la construction du siège de l'assemblée nationale. Son coaccusé Michel Kamano a aussi été condamné à une lourde peine et un mandat d'arrêt à d'ailleurs été décerné contre lui alors qu'il est à l'étranger pour des soins. Quant à Kim (le Chinois), il est attendu les semaines prochaines pour laver son honneur dans ce dossier. Mais pour le moment, il est dans son pays d'origine pour suivre des soins, selon un rapport transmis par ses avocats, à la cour.

Samuel Demba. D



Kankan

La banque VistaGui suscite la colère des fonctionnaires

Les fonctionnaires sont en colère contre la banque VistaGui à Kankan. D'après Mediaguinee, c'est à cause des prélèvements inexplicables sur leurs salaires. Ils ont par conséquent demandé des explications aux responsables de l'institution bancaire ainsi qu'aux autorités compétentes.



A en croire ces fonctionnaires, du côté de Kankan, d'importants montants auraient été prélevés sur leurs salaires sans justification claire. « Le mois passé, ils ont fait un prélèvement et nous avons accepté, mais cette fois, j'ai constaté un retrait de 1 550 070 francs guinéens sur mon salaire. Je refuse d'accepter cela ! On nous dit que ces prélèvements sont dus à une permutation entre la BICIGUI et la VistaGui, mais pourquoi devrions-nous en subir les conséquences ? Nous demandons aux autorités de revoir cette situation. Nous ne pouvons pas continuer avec cette banque qui nous arnaque à chaque fois », a expliqué à Mediaguinee Hadja Ténnin Bayo, enseignante de son état. Diawara Lanfia, un autre fonctionnaire récemment muté à Kankan, évoque une situation similaire : « J'avais un prêt fonctionnaire, et ils ont retiré le montant correspondant, ce qui est normal. Mais en plus de cela, ils ont prélevé 1 250 000 francs guinéens sans aucune explication. Je demande au directeur de la banque de me clarifier la

raison de ce retrait et j'exhorte les autorités à se pencher sur ce problème au plus vite. » Et l'on apprend toujours du même site d'informations que d'autres fonctionnaires, même sans dettes en cours, disent avoir subi des prélèvements inattendus. C'est le cas de Saran Camara : « Ils ont pris plus de 800 000 francs guinéens sur mon salaire alors que je n'ai ni dette, ni avance, ni prêt. Quand j'ai demandé des explications, on m'a répondu que c'était un prélèvement d'agios depuis 2023. Mais si mon salaire est domicilié ici, pourquoi ne pas prendre ces agios à chaque fin de mois plutôt que de prélever une somme aussi importante d'un coup ? Ce n'est pas normal. » Au regard de cette situation, les fonctionnaires concernés demandent une intervention urgente des autorités compétentes, tout en dénonçant ce qu'ils considèrent comme une gestion opaque et une communication insuffisante de la part de la banque. Affaire à suivre...

Kaba Kankoula

États-Unis

Le président Trump devant le Congrès dans une ambiance tendue

« L'Amérique est de retour » s'est enthousiasmé Donald Trump pour son premier discours devant le Congrès américain depuis son retour à la Maison Blanche, le 20 janvier. Pendant près de deux heures, le président des États-Unis s'est félicité pour son bilan. Le discours de Donald Trump mardi au Congrès américain a eu lieu dans une atmosphère de tension palpable, la division entre démocrates et républicains n'ayant rarement été aussi visible.



Donald Trump est entré dans l'hémicycle sous les vivats des républicains. Il rejoint le perchoir, serrant des mains en chemin. L'élue démocrate Melanie Stansbury, elle, brandit une feuille en papier, où il est écrit : « Ce n'est pas normal ». Rapidement, un élu républicain la lui arrache des mains. La très trumpiste Marjorie Taylor Greene porte de son côté une casquette rouge « Trump avait raison sur tout ». Ambiance.

Tandis que la moitié républicaine de l'hémicycle reprend en chœur « U-S-A ! U-S-A ! », de l'autre côté, les élus démocrates restent assis, visages fermés qu'ils vont garder pendant les presque deux heures de discours, souligne notre correspondant, David Thomson. Seule une personne a rivalisé avec le président à l'applaudimètre : son épouse Melania Trump, vêtue d'un tailleur gris anthracite et présente dans les galeries, rapporte l'Agence France presse.

« L'Amérique est de retour » « L'Amérique a retrouvé son élan », lance dès le début Donald Trump, dont le discours a pour thème « le renouveau du rêve américain ». Loin d'appeler à l'unité, le président

adopte une rhétorique sur l'offensive et s'en prend vertement à l'opposition démocrate. « C'est mon 5e discours du genre au Congrès. Et une fois encore, je regarde les démocrates devant moi et je réalise qu'il n'y a absolument rien que je puisse dire pour les rendre heureux, ou les faire se lever, sourire ou applaudir. Il n'y a rien que je puisse faire, a ironisé Donald Trump. Alors les démocrates assis devant moi, pourquoi, juste pour un soir, ne pas vous joindre à nous pour célébrer tant d'incroyables victoires pour l'Amérique ».

Les États-Unis sont « sur le point de connaître un retour en force comme le monde n'en a jamais connu et n'en connaîtra peut-être jamais plus », assure le président américain, se félicitant d'une « fierté » et d'une « confiance » retrouvée. « Nous avons accompli plus en 43 jours que la plupart des administrations en quatre ou huit ans, et nous ne faisons que commencer », a-t-il encore dit sous des applaudissements nourris d'élus républicains. Il revendique le début de mandat le plus actif et le plus réussi de toute l'histoire américaine avec 79 décrets signés et près de

400 décisions prises durant les 43 premiers jours.

Rappelant plusieurs décisions prises durant ces premières semaines, Donald Trump se réjouit de s'être retiré de l'accord de Paris sur le climat et de l'Organisation mondiale de la Santé. Il pointe aussi le fait d'avoir déclaré l'anglais, seule langue officielle, et d'avoir renommé le golfe du Mexique en « golfe d'Amérique ». Il s'est satisfait d'en avoir fini avec les politiques de diversité, ajoutant « notre pays ne sera plus woke ».

La lettre du président Zelensky Donald Trump a assuré qu'il a reçu une lettre de Volodymyr Zelensky, annonçant qu'il était « prêt à s'asseoir à la table des négociations dès que possible afin de se rapprocher d'une paix durable. Personne ne veut la paix plus que les Ukrainiens ». Il affirme que le président ukrainien est prêt à signer l'accord sur les minerais. « J'apprécie qu'il ait envoyé cette lettre, je l'ai reçue il y a peu. Simultanément, nous avons eu des discussions sérieuses avec la Russie et avons reçu des signaux forts indiquant qu'elle était prête pour la paix », a ajouté le président américain.

Est-ce que ça ne serait pas magnifique, interroge Donald Trump, en s'adressant aux congressistes : « Il est temps de mettre fin à cette folie, à ces tueries... et pour cela, il faut parler aux deux parties ».

Le président Trump a aussi assuré que les États-Unis allaient « reprendre » le canal de Panama, après l'annonce que deux ports détenus par le géant hongkongais

Hutchison vont être cédés à un consortium américain. Il a promis de « faire la guerre aux cartels » mexicains de la drogue lors de son discours devant le Congrès, parlant d'« une grave menace » pour la « sécurité nationale » des États-Unis. Le démocrate Al Green escorté hors du Congrès

Le démocrate Al Green, élu du Texas, s'est levé et a lancé au président « Vous n'avez pas de mandat » près de cinq minutes après le début de son discours. Sa protestation est noyée par les républicains, vent debout, qui lui intiment de s'asseoir et répètent leurs « U-S-A », « U-S-A ». Al Green refuse et, au bout de quelques minutes, est escorté hors de l'assemblée, sous les moqueries de la droite.

Lorsque Donald Trump qualifie son prédécesseur Joe Biden de « pire président de l'histoire des États-Unis », quelques sifflets se font entendre des rangs des démocrates. Écharpe, cravate rayée, ruban accroché au revers de la veste : nombre d'entre eux se sont parés des couleurs jaune et bleu du drapeau ukrainien, en signe de soutien au pays en guerre, souligne encore David Thomson, et alors que Donald Trump vient d'ordonner la mise en pause de l'aide militaire américaine à Kiev.

Des élues démocrates sont aussi vêtues de rose pour protester contre les mesures de la nouvelle administration, selon elles, nuisent aux droits des femmes. Certaines élues quittent d'ailleurs l'hémicycle, en plein milieu du discours. En partant, la démocrate texane Jasmine

Crockett retire sa veste et montre son dos à Donald Trump, avec le mot « Résistez » inscrit sur son t-shirt.

Elon Musk présent et applaudi Au premier rang, quatre juges de la Cour suprême sont également de la partie. Alors que de nombreuses décisions de l'administration Trump font déjà l'objet de contestations en justice, la haute cour – à ancrage conservateur – ne devrait pas avoir à chômer dans les semaines et mois à venir.

Mais si Donald Trump s'attendait à un discours à guichets fermés, il aura été déçu. Certains élus démocrates, comme la figure de la gauche américaine Alexandria Ocasio-Cortez, avaient annoncé auparavant qu'ils bouderaient l'événement.

Elon Musk, chargé par Donald Trump du programme de réduction à vif de l'appareil fédéral est, lui, bien présent, assistant au discours depuis les galeries. L'homme le plus riche du monde, devenu allié du milliardaire républicain durant la campagne présidentielle de 2024, se lève depuis les galeries et se fait applaudir quelques instants.

Quelques heures avant l'arrivée de Donald Trump, une dizaine de manifestants à l'extérieur du Capitole brandissaient des pancartes « Tenez tête à la tyrannie », ou encore « Musk doit s'en aller ». Le président américain semble comme leur répondre lors de son discours : « on ne fait que commencer. »

RFI

Mois saint de Ramadan

Le RPG plaide la cause de ses cadres en prison

Le samedi 1er mars 2025, Marc Yombouno, l'ancien ministre du Commerce et membre du bureau politique national du RPG a souligné l'importance du pardon pendant ce mois saint de Ramadan, tout en interpellant sur la situation des cadres du parti qui croupissent en prison depuis de longs mois. C'était lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'ancien parti au pouvoir.



« Dieu donne des fois des enseignements aux hommes, sans qu'on en tire profit. Cette année encore, le mois de Ramadan coïncide presque avec le carême chrétien. Le carême chrétien commence le 5, le mercredi. Donc, les deux communautés vont cheminer un mois ensemble. (...) Tous ceux qui décident aujourd'hui, tous ceux qui sont aux commandes aujourd'hui, sont soit musulmans, soit chrétiens, n'est-ce pas ? Et c'est le mois de pénitence, où Dieu te demande de jeûner, mais ce qui est important, c'est de pardonner et de faire la charité, n'est-ce pas ? », a indiqué Marc Yombouya en AG du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au

pouvoir. Pour lui, la détention prolongée des personnalités politiques est en contradiction avec les valeurs spirituelles prônées en cette période sacrée.

« Pendant 30 jours, toi tu vas jeûner, tu ne vas pas manger, tu vas prier, mais tu as mis en prison ton frère qui t'a connu, qui a servi le pays. Qui n'a rien fait de mal, tu l'as emprisonné, tu as la clé pour sa libération, qui est son nom. (...) Alors, la première des choses, c'est de le libérer, pour que tu sois en harmonie avec ton esprit. Parce que tant que tu n'es pas en harmonie avec ton esprit, Dieu n'entend pas tes prières. C'est ce que le Guinéen doit comprendre... Quand on dit au-

jourd'hui la paix, il y a des prières dans les églises pour la paix, il y a des prières dans les mosquées pour la paix, lecture de la Bible par là, lecture du Coran par là pour la paix. Tant que certains sont en prison sur le mensonge, ces prières-là ne passeront pas. Et notre pays, c'est ce qui joue sur nous. », a fait savoir l'ancien ministre du Commerce sous Alpha Condé.

Kaba Kankoula

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Bah Oury à la Primature

Un bilan globalement négatif, selon l'UFR

Le samedi 1er mars 2025, à la faveur de son assemblée générale, l'Union des forces républicaines (UFR), le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré, a jugé le bilan Bah Oury, locataire du Palais de la Colombe globalement négatif.



Pour rappel, c'est le 27 février 2024 que Bah Oury, le président de l'UDRG, par ailleurs co-fondateur de l'UFDG, a été nommé au poste de Premier ministre, chef du gouvernement (en remplacement de Dr Bernard Goumou) par le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya. Un an après cette nomination, l'heure est au bilan pour le natif de Pita. Le samedi 1er mars 2025, à la faveur de son assemblée générale, l'Union des forces républicaines (UFR), le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré, a jugé le bilan du locataire du Palais de la Colombe globalement négatif.

« Moi personnellement, j'ai suivi de près son parcours depuis sa nomination le 27 février 2024 jusqu'au 27 février qui vient de passer. Aujourd'hui, nous sommes le 1er mars. Moi, je dis que globalement, c'est un bilan globalement négatif », a martelé Alya Kolon Bangou-

ra, membre du bureau exécutif de l'UFR. « Bah Oury que je connais, c'est un politicien, il a un parti politique il a combattu au sein des forces vives de Guinée. Il a été un acteur principal dans cette lutte démocratique. Le jour où il a été nommé, nous, nous avons pensé que c'est un deuxième Jean-Marie Doré qui est venu. Parce que quand Jean-Marie Doré est venu en 2009, au temps de Sekouba Konaté. Lui, il a fait appel à toutes les corporations, syndicats, sociétés, civils, partis politiques. Il a formé un gouvernement d'union nationale. Nous avons pensé que lui aussi, il allait faire la même chose. Malheureusement, nous avons été déçus. Il n'a pas fait la même chose », a-t-il ajouté.

A noter que c'est Bah Oury qui était le président de la commission d'organisation de la marche des Forces vives de la nation le 28 septembre 2009. La suite, on la connaît. Aujourd'hui, il est accusé, avec l'équipe gouvernementale qu'il dirige, de faire la promotion de la candidature du tombeur d'Alpha Condé à la prochaine présidentielle en Guinée.

Kaba Kankoula

Suspension du congrès de l'UFDG par le TPI de Dixinn

La réaction du parti de Cellou Dalein Diallo

Dans une déclaration rendue publique le dimanche 02 mars 2025, l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, a dénoncé la suspension de son congrès par le tribunal de Dixinn. Un congrès qui avait été annoncé pour avril 2025.



« L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) dénonce avec plus grande indignation la décision arbitraire du tribunal de Dixinn suspendant le renouvellement des organismes de l'UFDG.

Cette suspension, qui constitue une attaque frontale contre la liberté d'association et la démocratie, a été orchestrée par la junte à travers une instrumentalisation flagrante de la justice pour affaiblir l'UFDG

en raison du combat que notre Parti mène pour le respect de la parole donnée, de la Charte de la transition et des engagements internationaux de la République de Guinée. Ces attaques persistantes contre l'UFDG ne nous surprennent guère. Cependant, voir la justice, pilier de l'État de droit, se transformer en simple exécutant d'un pouvoir qui ne cache plus ses ambitions dictatoriales nous choque profondément. Depuis l'arrivée du CNRD, l'UFDG est la cible d'une persécution implacable : assassinats impunis, poursuites fantaisistes et spoliations de ses dirigeants, arrestations et condamnations arbitraires de ses militants et responsables. L'objectif est clair : museler la principale force d'opposition, imposer un projet antidémocratique et confisquer la voix du peuple guinéen.

L'UFDG rappelle que le processus de renouvellement de ses structures à la base, mené dans le strict respect de ses statuts, a déjà permis de restructurer la quasi-totalité

de ses fédérations, tant en Guinée qu'à l'étranger. La suspension de ce processus qui devait s'achever avec la mise en place des organismes nationaux en avril prochain, constitue une violation flagrante de la liberté d'association et des droits constitutionnels des citoyens, garantis par la Charte de la transition et les conventions internationales. Pendant que la junte s'acharne sur l'UFDG, toute l'Administration est mobilisée pour promouvoir la candidature illégale de Mamadi Doumbouya, en violation de son serment, de la Charte de la transition, de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ainsi que du Code pénal guinéen. L'UFDG attire l'attention de l'opinion nationale et internationale sur cette instrumentalisation flagrante de la justice contre notre parti, qui mène ses activités conformément à ses statuts et à son règlement intérieur.

L'UFDG appelle ses militants, sympathisants et toutes les forces vives de la nation à se mobiliser pour faire barrage à cet acharnement de la junte contre les partis politiques

et les organisations de la société civile qui dénoncent sa volonté de confisquer le pouvoir.

L'UFDG ne cédera ni à l'intimidation ni à l'injustice. Elle ne reculera pas face à l'arbitraire.

L'UFDG se battra jusqu'à la victoire de la démocratie.

Que ceux qui pensent faire plier le parti, ses militants et sympathisants se détrompent : l'histoire nous enseigne que les peuples finissent toujours par triompher de la tyrannie. », lit-on dans la déclaration de l'UFDG.

Kaba Kankoula

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Mali

Plus de 400 écoles sans cantine faute de financements

Au Mali, plus de 400 écoles n'ont plus de cantine depuis octobre dernier, principalement par manque de financement. Le Centre national des cantines scolaires du Mali (CNCS) et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies lancent un cri d'alarme et en appellent à la solidarité internationale pour garantir la continuité des repas scolaires.



Le Mali compte environ 9 000 écoles. Plus de 1 650 sont fermées à cause de l'insécurité, ce qui affecte près de 500 000 élèves, d'après les chiffres du « Cluster éducation » qui regroupe les ONG du secteur. Désormais, 400 écoles – soit 112 000 élèves – sont privées de cantine, faute de financements. « Le problème, c'est le manque d'argent, explique Djaounsede Madjiangar, du bureau régional du Programme alimentaire mondial à Dakar. On a besoin de plus de 17 millions de dollars américains pour pouvoir rétablir les cantines scolaires dans les écoles concernées. Ce manque d'argent est dû au manque de contributions des bailleurs de fonds. Le gouvernement tout seul ne peut pas répondre à tous ces besoins. »

Alimentation et scolarisation

Si la principale raison de ces fermetures de cantines est le manque d'argent, des « difficultés opérationnelles » sont également évoquées. Les écoles concernées se trouvent dans le centre et dans le nord du Mali, les zones les plus touchées par l'insécurité, où le PAM soutient le Centre national malien des cantines scolaires.

Cet arrêt des cantines pose d'évident problème d'alimentation, mais aussi de scolarisation. « Beaucoup d'enfants viennent à l'école lorsque les parents ont l'assurance qu'ils trouveront à manger, rappelle Djaounsede Madjiangar. Maintenant que ce repas, qui est dans la plupart des cas le seul de la journée pour la plupart des enfants, manque, il va de soi que la scolarité va être perturbée et que la fréquentation va baisser. »

Au Mali, selon les prévisions du Cadre harmonisé d'analyse de la sécurité alimentaire, 2,3 millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire durant la période de soudure, qui commencera dans quelques mois. Les cantines scolaires seront d'autant plus indispensables.

RFI



RPG Arc-en-ciel

Le programme Simandou 2040 s'invite à l'AG du parti

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi, 1er mars 2025, à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom, Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce, a relevé que la différence entre le programme et le projet Simandou était mal comprise par la majorité de la population guinéenne. Pour lui, le programme Simandou 2040 n'aurait en réalité aucune substance.



« C'est écrit partout, mais il n'y a rien dedans. Ce n'est même pas un slogan de campagne, c'est de la propagande », a-t-il fait savoir, rappelant qu'un programme de développement sérieux doit être accompagné d'une planification rigoureuse et d'une évaluation des coûts. « Quand on parle de projets comme l'ANIES ou le PNDES, il y a un coût estimé, des objectifs clairs. Mais dans le cas de Simandou 2040, il n'y a rien de tout cela », dira-t-il. Avant de revenir sur l'historique du projet Simandou, de Sékou Touré à Mamadi Doumbouya en passant par Lansana Conté, Dadis Camara, Sékouba Konaté et Alpha Condé. « Ce projet ne date pas d'hier. Ce n'est pas une création récente. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est simplement une continuation d'un processus entamé depuis plusieurs années », a-t-il précisé.

Et de soutenir que sous Alpha Condé, des avancées avaient été faites, notamment avec l'implication de la Chine, qui avait signé des engagements pour le développement du projet. Toutefois, la suspension

des contrats après le coup d'État de 2021 a mis un frein temporaire à l'avancement des travaux.

L'ancien ministre du Commerce n'a pas manqué de faire des observations pertinentes sur l'impact du projet Simandou sur l'emploi en Guinée. « Pendant la phase de construction, il y aura des emplois, certes, mais une fois les installations terminées, le nombre d'emplois sera drastiquement réduit. Il faut déjà penser à la reconversion de ceux qui perdront leur emploi une fois la phase de construction achevée », dira-t-il.

A l'en croire, il va falloir se préparer à la gestion de cette transition afin d'éviter des conséquences sociales négatives à long terme pour les travailleurs locaux. A propos de la communication et de la transparence autour du projet Simandou, il a indiqué : « Il faut que les responsables du programme aient la bonne foi et fassent preuve de transparence. Nous devons savoir ce qui se cache derrière toutes ces annonces »

Kéfina Diakité